

Initiatives ministérielles

régions rurales, ont-ils décidé qu'ils en avaient assez et qu'ils allaient élire les réformistes qui défendaient une idée bien plus sensée que le statu quo?

Encore une fois, nous sommes saisis d'un projet de loi qui prétend s'attaquer aux préoccupations des producteurs de l'Ouest, mais qui n'est en fait qu'une tentative pour dissimuler des échecs. Cette demi-mesure porte sur une question importante, mais c'est une demi-mesure.

Quand ce gouvernement se décidera-t-il enfin à regarder la réalité en face et à s'attaquer au véritable problème que soulève la Commission du blé et son incapacité à admettre que ce sont les producteurs qui savent ce qu'il faut, et non des bureaucrates qui ont été nommés par les gouvernements successifs. Les producteurs savent très bien ce qu'il faut. Pourquoi ne pas leur donner la chance de faire valoir leurs connaissances?

Je doute fort que les bureaucrates qui prennent les décisions connaissent vraiment ce que vivent la plupart des producteurs de l'Ouest, en particulier, dans ma circonscription de Wild Rose.

J'appuie le projet de loi C-92. C'est un petit pas dans la bonne direction, ce dont nous prenons l'habitude puisque c'est la façon dont le gouvernement progresse avec tous ses projets de loi. Les libéraux croient qu'ils formeront le prochain gouvernement, mais j'en doute sérieusement. Malgré tout, nous allons appuyer le projet de loi.

Je demande au gouvernement et au ministre de l'Agriculture d'aller au-delà de ce genre de bricolage. Les Canadiens sont confrontés à de graves problèmes. Pour une fois, le gouvernement devrait les écouter au lieu de simplement leur annoncer les mesures qu'il entend prendre.

M. Morris Bodnar (Saskatoon—Dundurn, Lib.): Madame la Présidente, le député a commencé par reprocher au gouvernement fédéral d'abandonner les agriculteurs, pour ensuite soutenir qu'il intervient trop dans les affaires agricoles, que nous devrions nous retirer des commissions du blé et laisser les agriculteurs prendre eux-mêmes toutes les décisions sur ces questions—là à la place des représentants des agriculteurs qui ont été élus à la Chambre.

Le Parti réformiste parle d'abandon, et il prétend que c'est parce que les libéraux et les conservateurs n'ont pas fait leur travail que les réformistes ont maintenant été élus à la Chambre.

J'ai une question pour le député. L'année dernière, nous avons eu une grève des chemins de fer, et les agriculteurs en souffraient beaucoup parce qu'ils ne pouvaient pas faire acheminer leurs produits vers les marchés. L'économie canadienne dans son ensemble perdait chaque jour 200 millions de dollars.

Le député pourrait-il nous dire pourquoi seulement six députés de son parti se sont présentés à la Chambre pour voter?

M. Thompson: Madame la Présidente, nous avons présenté un projet de loi d'initiative parlementaire qui aurait empêché tout cela. Les libéraux d'en face l'ont rejeté massivement. Mon collègue, le député de Lethbridge, a présenté un projet de loi qui aurait réglé le problème, et les libéraux le savent très bien.

Quant à la grève, ils ont la mémoire bien courte. Le député n'était sans doute pas ici pour voir que le premier à intervenir à la Chambre pour demander la tenue d'un débat d'urgence à propos

de cette grève est celui qui vous parle. J'ai pris la parole pour exiger la tenue d'un débat d'urgence sur cette grève, mais les libéraux n'en voulaient pas. Ils considéraient comme une vaste blague qu'un député réformiste prenne la parole pour oser demander un débat d'urgence à propos de la grève à Vancouver.

• (1340)

Le lendemain matin, notre merveilleuse nouvelle ministre du Travail nous est arrivée avec la bonne idée de tenir un débat d'urgence sur la grève à Vancouver. Un miracle s'était produit dans la nuit. Les libéraux ont découvert qu'ils tenaient la solution à un problème. Ils avaient eu l'occasion de le faire 48 heures plus tôt, mais ils ne voulaient écouter personne d'autre qu'eux-mêmes. Un jour, ils paieront pour cela.

La présidente suppléante (Mme Maheu): Je rappelle aux députés de ne pas faire allusion à l'absence ou à la présence de députés à la Chambre.

M. Leon E. Benoit (Végréville, Réf.): Madame la Présidente, il me paraît bien curieux qu'un député libéral ait le culot de dire que le Parti réformiste n'a jamais fait sa part pour mettre fin à la grève. En fait, les mesures législatives que nous avons proposées auraient permis de prévenir la grève. Elles maintiendraient le processus de négociation collective. Elles sont excellentes et devraient être adoptées.

Le député croit-il que les agriculteurs de sa circonscription seraient d'accord pour que les membres de la Commission canadienne du blé nommés par le ministre soient remplacés par un conseil d'administration élu?

M. Thompson: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question. J'ai distribué récemment avec mon bulletin à mes électeurs un questionnaire dans lequel je demandais aux agriculteurs leur avis sur la commission. Selon 54 p. 100 des répondants, il faut l'abolir. Un autre groupe important préconise de profonds changements pour la démocratiser. Bien entendu, quelques-uns préfèrent le statu quo.

Nous devons tenir compte de l'ensemble de la situation. Si seulement nous n'avions pas un gouvernement qui préfère prendre ses décisions derrière des portes closes et se passer d'un bon débat approfondi sur le sort de ces organismes, un gouvernement qui pense avoir toujours raison. Rappelons-nous le bon vieux temps de Trudeau, alors que le gouvernement a décidé d'adopter le système métrique. Le gouvernement nous a imposé le système métrique sous prétexte que nous nous ne savions pas ce qui était bon pour nous. Il y a eu quelques autres exemples semblables. Les conservateurs nous ont imposé la TPS sous prétexte que nous ne savions pas ce qui était bon pour nous.

Les Canadiens savent ce qui est bon pour eux et ils vont commencer à le faire savoir.

M. Allan Kerpan (Moose Jaw—Lake Centre, Réf.): Madame la Présidente, le débat a bifurqué vers certains problèmes associés aux conflits de travail et aux grèves survenus au cours des dernières années au Canada et aux retards qui ont alors été accumulés.

En tant qu'agriculteur, je peux me permettre d'être franc et honnête. J'ai été associé au secteur agricole pendant 15 ou 18 ans en Saskatchewan. Je connais personnellement les problèmes qui se posent lorsque des conflits de travail éclatent. C'est toujours